

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DES

AMIS DE VIENNE

Les Amis de Vienne à l'heure d'internet

Les Amis de Vienne se sont mis à l'heure d'internet. Depuis quelques semaines notre Société dispose d'un site internet : **www.amisdevienne.fr** ; il est encore en cours d'amélioration. Vous pouvez le découvrir en tapant cette adresse dans la barre de votre navigateur. Si vous préférez passer par un moteur de recherche, il est recommandé d'utiliser Google ou Yahoo.

■ Dès la page d'**"Accueil"** vous survolez toutes les rubriques et vous êtes interpellés par des informations importantes d'actualité, développées sur des fenêtres que vous ouvrez par un clic...(recherche de documents, dernier numéro du bulletin paru....)

■ Vous pouvez déposer une question, une demande de renseignements, une demande de (ré)adhésion (**"Contacts"**).

■ Vous pouvez retrouver le calendrier de nos activités (**"Agenda"**) ou bien encore les informations ou comptes-rendus sur des événements de la vie de l'association (**"Actualités"**) ; ou un rappel de l'histoire et des objectifs de l'association (**"Association"**).

■ Dans **"Bulletin"** vous retrouvez les tables des numéros de 2000 à 2009 – table analytique thématique, table des articles (une présentation améliorée est en cours de préparation) ; ainsi que les conditions d'abonnement.

■ Une galerie de photos est proposée dans l'onglet **"Documentation"**. Elle peut se renouveler à notre guise...

■ **"Voyages"** vous donne les programmes des voyages qui sont organisés pour les adhérents ; et vous pouvez vous préinscrire ou demander directement des renseignements à leur sujet par un clic sur **"nous contacter"**.

■ La rubrique **"Liens"** vous ouvre les portes d'autres sites dont les contenus recouvrent les centres d'intérêt de notre Société ou les recherches de ses membres....

■ Enfin vous pouvez interroger notre site en utilisant, à droite, l'onglet **"Recherche"** qui prospecte dans toutes les rubriques du site....

Bonne navigation.... N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions en utilisant les **"Contacts"**

Transmettez-nous votre adresse mail ce qui nous permettra de vous envoyer le cas échéant des « newsletters » ou des informations....

Quand Vienne avait son “quartier chaud” (1870-1947)

La généralisation de l'automobile, puis le développement des télécommunications, ont fait disparaître la prostitution du paysage urbain. Si elle apparaît encore épisodiquement dans les métropoles, les petites villes comme Vienne ont oublié le temps où elle faisait partie de leur quotidien. A l'heure où une certaine tartuferie politicienne entend éradiquer la prostitution visible dans l'espace public, il n'est peut-être pas inutile de rafraîchir la mémoire viennoise par une promenade historique sur les lieux de l'amour tarifé.

Promenade hélas bien limitée par l'insuffisance des sources. C'est le lieu de dire que les archives de Vienne, comme les archives de l'Isère d'ailleurs, sont extrêmement pauvres sur ce sujet, alors que d'autres dépôts d'archives sont fort bien pourvus. Profitons donc de cet article pour souligner l'importance de la conservation des archives publiques pour l'histoire d'une ville. La négligence des administrations dans ce domaine est irréparable : chaque fois qu'un bureau commande une benne pour faire le vide dans ses rayonnages, c'est la mémoire de toute une population qui est irrémédiablement perdue. Cette mémoire fût-elle celle de la prostitution, dont la ville n'a pas plus à rougir que des autres aspects de la longue histoire de la misère humaine...

Et pourtant cette histoire est bien aussi une histoire de la honte publique puisque les municipalités viennoises n'eurent de cesse, quelle que fût leur couleur politique, d'occulter l'amour vénal en l'enfermant dans ce qu'on n'a jamais appelé officiellement des « maisons closes », mais des « maisons de tolérance ». L'expression apparaît à Vienne sous le Second Empire pour désigner ce qu'on nommait jusque là des « maisons de débauche ». Elle est une aberration dans le droit moderne puisqu'on ne saurait « tolérer » une activité délictueuse : on ne peut juridiquement que l'autoriser ou l'interdire. Le terme est donc l'indice d'un profond malaise, dont il faut comprendre les enjeux.

On ne traitera pas dans le cadre de cet article de la prostitution viennoise dans tous ses aspects. Il ne sera question que de ces maisons, qu'on a toujours appelées en bon français des bordels¹, et de leur inscription dans l'espace urbain. La vie des prostituées, pour ce qu'on peut très partiellement en appréhender, fera l'objet d'une publication ultérieure. Plus que d'une hypothétique étude

Abréviations : ACV : Archives communales de Vienne - ADI : Archives départementales de l'Isère

BSAV : Bulletin de la Société des Amis de Vienne - **D.M. :** Délibérations du conseil municipal

1 - Le mot bordel vient du mot borde, qui désignait une cabane, une maison de planches, mesure rudimentaire dans laquelle les prostituées exerçaient le commerce de leur corps.

sociologique, il s'agit pour l'heure de situer la prostitution viennoise dans l'histoire du tissu urbain.

I - Le quartier Fuissin

Selon l'enquête nationale menée en 1879 par le ministère de l'Intérieur², il y avait à Vienne depuis le Second Empire sept maisons de tolérance. Un tel nombre ne laisse pas d'étonner pour une ville de 25.000 habitants. C'est que Vienne, qui est la seule ville du département avec Grenoble à posséder de tels établissements, n'a que des « bordels de poche » ne comptant que quatre ou cinq filles. En comparaison, Grenoble n'a que deux maisons, mais ce sont des entreprises plus importantes qui emploient neuf filles en moyenne. L'important est surtout qu'à Grenoble la plupart des filles enregistrées sont indépendantes (cent dix isolées pour dix-huit enfermées), tandis qu'à Vienne il n'y a que seize filles isolées pour trente filles enfermées. Vienne apparaît donc comme une ville de maisons closes, où le projet réglemmentariste³ a relativement réussi. Réussite fragile, comme on va le voir, puisque la rénovation urbaine des années 1880 va la remettre en cause. Le « quartier chaud » de Vienne était alors le quartier Fuissin. Il convient donc en premier lieu de mettre en place la géographie de ce quartier, où les maisons de tolérance n'apparaissent dans nos sources qu'au moment précis où il va être restructuré (fig. 1).

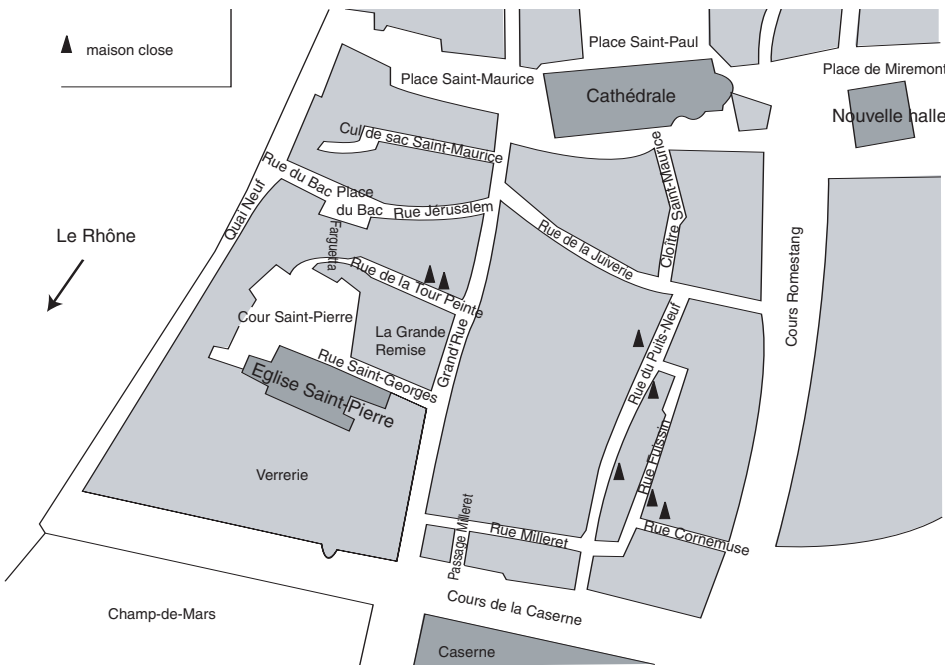


Fig. 1 - Le quartier Fuissin au milieu du XIX^e siècle.

2 - Rapport du préfet de l'Isère au ministre de l'Intérieur du 19 mars 1869, réponse du préfet de l'Isère à l'enquête nationale sur la prostitution, 21 mai 1879, ADI, 88M 1.

3 - Voir sur le système réglemmentariste, dit « système français », le grand livre d'Alain Corbin, *Les filles de nocé. Misère sexuelle et prostitution au 19^e siècle*, Paris, Aubier-Montaigne, 1978.

Fuissin était l'autre nom donné au ruisseau de Saint-Gervais, qui descend des Tupinières et coulait le long des remparts de la ville jusqu'à sa couverture lors de la création du cours de la Caserne (actuel cours Brillier), au début du Second Empire. Le Fuissinet, quant à lui, est l'autre nom du ruisseau de Saint-Marcel qui coule parallèlement au Fuissin, le long de la cathédrale, avant de se jeter dans le Rhône. Le quartier Fuissin est l'espace urbanisé délimité par ces deux cours d'eau au nord et au sud, le Rhône à l'ouest et le cours Romestang à l'est (fig. 2, 3). Au Moyen Age, c'était un faubourg hors les murs, qui fut englobé dans la ville au XIV^e siècle, lorsque l'enceinte méridionale fut repoussée jusqu'à l'ancienne enceinte romaine. Au XIX^e siècle ce quartier était réparti en deux masses à peu près égales de part et d'autre de la Grand'Rue (actuelle rue Boson).



Fig. 2 - Le quartier Fuissin vu de l'ouest. Il est délimité à gauche par la cathédrale et à droite par la caserne Rambaud [d'après une photographie du début du XX^e siècle - Collection Société des Amis de Vienne].



Fig. 3 - Le quartier Fuissin vu du sud. Au premier plan, la caserne Rambaud, sur le cours Brillier [d'après une photographie du début du XX^e siècle - Collection Société des Amis de Vienne].

À l'ouest de ce grand axe urbain, on peut distinguer trois sous-ensembles : au centre, la cour Saint-Pierre qui n'a d'autre débouché sur l'extérieur que la petite rue Saint-Georges, par laquelle elle communique avec la Grand'Rue ; au sud, les bâtiments de la verrerie qui a été fondée en 1792 dans l'ancienne abbaye Saint-Pierre et qui s'étend, jusqu'à sa fermeture en 1879, de la Grand'Rue à la rive du fleuve ; enfin au nord un lavis de ruelles, d'impasses et de bâtiments enchevêtrés dans le plus grand désordre urbain.

A l'est de la Grand'Rue se trouve un quartier beaucoup plus densément peuplé, à peine aéré par quelques rues étroites et nauséabondes. Ce vaste quadrilatère est peu ouvert sur l'extérieur : seule la rue Juiverie le traverse de part en part ; pour le reste, il n'a que trois issues sur son environnement urbain : la rue Milleret sur la Grand'Rue, la rue du Puits-Neuf (actuelle rue Voltaire) sur le cours de la Caserne, et la minuscule rue Cornemuse sur le cours Romestang. Il est un obstacle à la circulation que tout invite à contourner. C'est bien d'ailleurs ce qui conduira dans les années 1880 les édiles viennois à l'éventrer, au cours d'une opération d'urbanisme d'inspiration haussmannienne que nous étudierons plus loin. En attendant, il réunit les meilleures conditions pour être le « quartier chaud » de Vienne : il est aux portes de la caserne, quasiment fermé sur lui-même, et fait de rues sombres et discrètes où ne passent guère que ses habitants. La rue Fuissin (actuelle rue Molière) semble avoir été conçue tout exprès pour cette fonction prostitutionnelle : elle est enclavée dans la rue du Puits-Neuf, sur laquelle donnent ses deux issues et dont elle constitue en somme la vaste arrière-cour.

Il est malheureusement impossible de localiser avec précision les sept maisons closes recensées dans l'enquête nationale de 1879. Quatre d'entre elles seu-



Fig. 4 - Maison close du 19 rue Fuissin, à l'angle de la rue Cornemuse (actuellement 11 rue Molière).

lement sont attestées à cette date, trois dans la rue du Puits-Neuf et une dans la rue Fuissin. Cette dernière, au 19 de la rue⁴, est sans doute celle qui connut la plus grande longévité puisqu'elle existait déjà en 1876 et qu'elle n'a fermé qu'avec la loi Marthe Richard en 1947 (fig. 4). Au 10 de la rue du Puits-Neuf est attestée une autre maison de tolérance gérée par un couple, Joseph

Mollard et sa compagne Marie, dont nous allons avoir l'occasion de parler longuement. Deux autres maisons existent dans la rue du Puits-Neuf : la maison Chaumartin et la maison Tillet. La maison Chaumartin a deux étages et donne à la fois sur la rue du Puits-Neuf et sur la rue Fuissin. C'est également le cas de la maison Tillet, louée par un certain Laulagnet qui en 1881 crée pour sa maison de tolérance une seconde entrée sur la rue Fuissin⁵. Ces bordels à double issue sont assurément bien pratiques pour procurer aux clients une certaine discrétion. Il est probable que la maison de la rue Cornemuse, et que les deux maisons de la

4 - Actuellement au 11 rue Molière, à l'angle de la rue Cornemuse.

5 - Délibération municipale du 10 août 1881, Archives Communales de Vienne 1D 20.

rue de la Tour-Peinte que nous retrouverons plus loin existent déjà, même si les sources ne nous l'indiquent pas avec certitude pour les années 1870. Si c'est bien le cas, on atteindrait le nombre recensé en 1879, soit sept maisons closes dans le quartier Fuissin.

II - La crise du réglementarisme (1880-1900)

Le 19 août 1881 la municipalité d'Edouard Girerd décide de supprimer les maisons de tolérance dans le quartier Fuissin. Cette décision s'inscrit dans un double contexte : la rénovation urbaine, dont les motivations sont complexes, et la campagne abolitionniste qui bat son plein dans l'opinion publique. « Jamais autant qu'à cette époque les débats autour de la prostitution n'ont atteint une aussi grande intensité (...) Si l'existence de la prostitution officielle est un sujet brûlant entre 1876 et 1884, c'est qu'elle se trouve impliquée dans les grands débats politiques et sociaux du moment. C'est alors que s'édifient, au cours de virulentes campagnes qui revêtent l'aspect d'une véritable croisade, non pas un, mais plusieurs discours abolitionnistes ; d'où cette apparence de grande complexité et même de confusion pour qui ne prend pas la peine de démêler méthodiquement l'écheveau »⁶.

Démêler cet écheveau nous entraînerait trop loin dans le cadre de cet article. Il faudrait par exemple établir quelle a pu être sur les milieux républicains viennois l'influence d'Henri Couturier, célèbre médecin viennois, et ancien apôtre du fouriérisme isérois. A cette époque Henri Couturier était conseiller général et député de Vienne. Républicain modéré en politique, il avait gardé de sa jeunesse fouriériste des convictions sociales très prononcées. Il avait fondé aux Tupinières la Société de Beauregard, qui était une tentative d'application réaliste du modèle phalanstérien⁷. Henri Couturier était lié aux milieux féministes qui commençaient à s'organiser au début de la III^e République. Il faisait partie de la *Fédération pour l'Abolition de la Prostitution*, créée en 1877. En 1879, il présenta à la Chambre des députés une pétition de la *Société pour l'Amélioration du Sort des Femmes* réclamant l'abolition de l'inscription des filles mineures sur les registres de police⁸. Dans quelle mesure le docteur Couturier a-t-il influé sur le conseil municipal de Vienne dans le sens de la fermeture des maisons de plaisir ? Seule une étude plus approfondie du milieu politique viennois pourrait peut-être parvenir à distinguer en ce domaine les courants de pensée, les parentés et les oppositions.

1. Le projet d'un nouveau centre-ville

Toujours est-il que dans les années 1870 l'occasion se présenta d'éradiquer la prostitution viennoise par la restructuration du quartier Fuissin. Le projet, initié par le maire Riondet en 1876, fut adopté par le conseil municipal en 1878

6 - Alain Corbin, *op.cit.*, p. 315.

7 - Voir François Renaud dans *BSAV*, 97, 2002, 3.

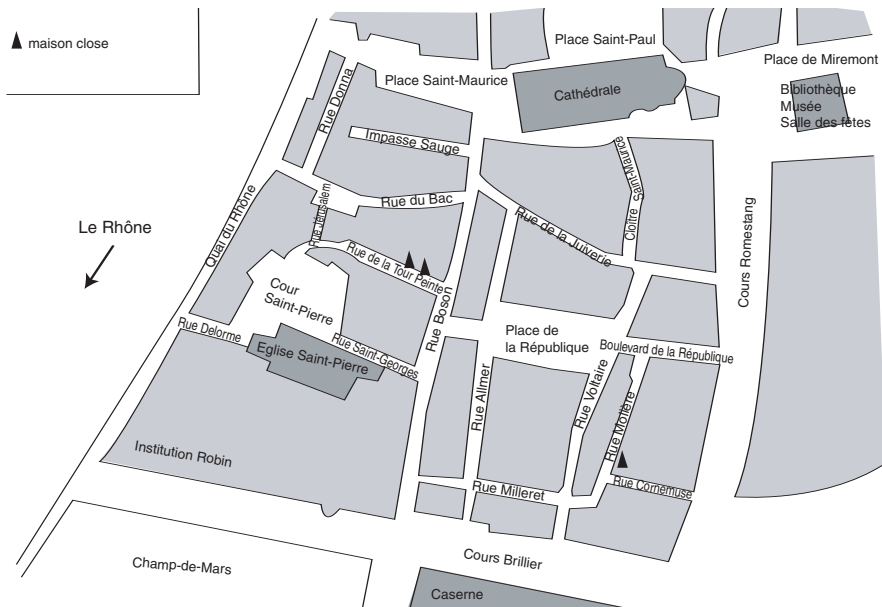
8 - Alain Corbin, *op.cit.*, p. 323.

sur la base d'un long rapport de l'adjoint Siméon Gouet⁹. L'existence d'un « quartier chaud » en plein centre-ville y était présentée comme une « anomalie ». Une certaine logique urbaine, qui se voulait moderniste, entendait réserver les quartiers centraux à la bourgeoisie. Dans cette conception toute haussmannienne de la rénovation urbaine, les républicains au pouvoir ne le cédaient en rien aux milieux affairistes du Second Empire auxquels ils avaient succédé. « Les appartements bourgeois à Vienne, dit Siméon Gouet, sont excessivement rares et les personnes qui aiment à trouver dans leur intérieur un certain confortable (sic), un certain luxe, ne savent littéralement pas où se loger. » Or, si la demande était forte, l'offre ne l'était pas moins : « Nous sommes à une époque de crise financière, l'argent est à un taux peu élevé : est-il vraisemblable que les capitalistes laissent échapper l'occasion qui leur sera offerte de placer sûrement et avantageusement leurs fonds disponibles ? ». Dès lors, le rôle des responsables politiques, dans la plus pure idéologie libérale, était de faciliter la rencontre de l'offre et de la demande en balayant l'obstacle légué par l'histoire urbaine : celle d'un ancien faubourg que l'extension de la ville avait enclavé dans l'espace central. C'est alors que le discours moralisant vient au secours d'un certain cynisme social. Discours bien pensant d'un tartufe républicain qui n'ose pas appeler par son nom le mal incrusté dans le tissu urbain : le quartier Fuissin est « un fouillis de rues tortueuses, malsaines, et servant pour la plupart d'asile à des industries sans nom ; un quartier qui est pour ainsi dire séparé du reste de la ville par une barrière morale (...) Il y a un intérêt, je dirais presque de pudeur, à enlever de notre plus beau quartier du centre de la ville cet amas d'immondice qui le souille. »

Il est bien difficile, on le voit, de discerner les motivations déterminantes de la rénovation urbaine. Est-ce l'hygiénisme fortement ancré dans les milieux républicains ? Est-ce le libéralisme qui se donne pour tâche de faciliter l'enrichissement des couches les plus dynamiques de la société moderne ? Est-ce la plus pure morale bourgeoise qui entraîne les républicains nouvellement promus à chasser sur les terres idéologiques du catholicisme de l'ordre moral ? Ou encore cette ancestrale volonté de prestige municipal qui entend attirer le tourisme naissant, comme semble l'indiquer cette phrase de Siméon Gouet : « Supposez un étranger qui après avoir parcouru le cours Romestang, le Champ de Mars, la place de la Caserne, s'engagerait inconsciemment dans la rue Cornemuse ou dans la rue du Puits-Neuf, et je vous laisse à juger quel serait son effarement en face du spectacle, aussi étrange qu'inattendu qui se présenterait à ses yeux. ». Siméon Gouet n'était pas le seul à s'horrifier de la destination du quartier. Son collègue Lombard, qui intervint au conseil municipal quelques temps après la mort de Gouet, n'était pas moins soucieux « d'assurer la morale et la sécurité publique ». Mais plus que la morale peut-être, ce sont pour Lombard les apparences qu'il s'agissait de sauvegarder : « Il est immoral, dit-il, de laisser subsister ce foyer de vices sous les yeux de tous, au milieu des masses, à l'entrée d'une promenade publique et, comme l'a dit notre regretté collègue, M. Gouet, de laisser le vice s'étaler à la meilleure place ». Plus encore sans doute importait-il à cet avocat,

9 - D.M. du 29 mai 1878, ACV 1D 18.

conseiller général du canton et député de l'Isère, de « donner satisfaction aux nombreuses réclamations qui ont été faites à ce sujet » par ses électeurs. Enfin, il fallait préserver à tout prix la rentabilité de l'opération : « Le projet de créer dans ce quartier des rues nouvelles appelées à devenir le centre de constructions de demeures confortables impose au conseil municipal le devoir de disperser de telles maisons, qui éloigneraient les familles honnêtes et nuiraient à l'achat des terrains ». D'ailleurs il n'était pas question pour Lombard de supprimer les maisons de tolérance, mais seulement de les disperser et d'éviter qu'elles ne soient « agglomérées sur un seul point »¹⁰.



10 - D.M. du 10 août 1881, ACV 1D 18.



Fig. 6 - Le quartier Fuissin vu de l'est. On devine à gauche la trouée faite dans le tissu urbain par la rénovation des années 1880 [d'après une photographie du début du XX^e siècle - Collection Société des Amis de Vienne].

Du grand projet initial ne furent donc réalisés (fig. 5 et 6), entre 1880 et 1888, que la place centrale (place de la République) et le premier tronçon du boulevard est-ouest (boulevard de la République), du cours Romestang à la Grand'Rue. Il faudra attendre les années 1960 pour que soit réalisé le deuxième tronçon du boulevard de la République, entre la rue Boson et le quai du Rhône. Pour lors, la rue Fuissin, raccourcie, devint la rue Molière, et la rue du Puits-Neuf, coupée en deux par le nouveau boulevard de la République, devint la rue Voltaire (fig. 7). Quant aux maisons closes, leur sort semblait scellé. En août 1881¹¹, un délai de deux ans fut laissé aux tenancières pour fermer leur établissement. Mais les choses n'allaient pas être aussi simples.

2. Un conseil municipal divisé

En 1884, après un sursis de six mois, destiné à permettre aux tenancières de trouver un nouveau local, l'heure de vérité avait sonné : allait-on autoriser l'ouverture de nouvelles maisons closes hors du quartier Fuissin ? Ou bien allait-on profiter de l'occasion pour interdire la prostitution et moraliser la ville, au risque de voir les filles de joie se réfugier dans la clandestinité et échap-



Fig. 7 - La partie nord de la rue du Puits-Neuf, devenue rue Voltaire. Au fond, la rue Juiverie. Malgré les reconstructions récentes, la rue a gardé l'aspect qu'elle avait avant la rénovation des années 1880.

11- D.M. du 19 août 1881, ACV 1D 20.

per dès lors à tout contrôle sanitaire ? Le conseil municipal était profondément divisé. Il était en présence de trois demandes d'ouverture sur lesquelles il devait statuer. La veuve Debayle souhaitait s'établir sur la place Pichat. Le couple Mollard voulait louer, au 9 de la rue des Peaux-Belles (actuelle rue du 4-Septembre), l'ancien cabaret où Laurent Mourguet avait installé son dernier théâtre Guignol. Enfin Marie Rochex, épouse Bronenhaut avait l'intention de transférer au 66 de la Grand'Rue sa maison de tolérance, dont l'entrée donnerait sur la rue de la Tour-Peinte. Au conseil municipal du 18 mars, deux semaines avant la fermeture définitive des lupanars du quartier Fuissin, la discussion fut si vive que la séance dut être ajournée.

Un nouvelle réunion fut fixée au 28 mars. L'embarras du conseil était manifeste. Était-ce la proximité des élections municipales qui paralysait les conseillers ? Toujours est-il que la majorité d'entre eux (quatorze sur vingt-sept) préféra s'absenter. La réunion se tint quand même. L'avocat Lombard, dans un long rapport, y fit d'abord un historique de la situation¹². Puis il présenta de nouveau les trois demandes d'autorisation de maisons closes. « C'est ici, dit-il, que nous commençons à ne plus nous entendre. » Lombard se fit alors le défenseur de la prostitution réglementée : « Même à notre époque de lumière et de progrès, même à la fin du XIX^e siècle, rougissons-en mais ayons le courage de l'avouer, les maisons de tolérance ont un caractère d'utilité publique. Sans soutenir, comme certains penseurs l'ont proclamé, que la prostitution était un fait de la civilisation, je crois pouvoir dire que de tous les temps et chez tous les peuples la prostitution a existé, et que le jour où elle doit disparaître de la surface de la terre, si jamais ce jour-là doit venir, est encore éloigné. Dans tous les cas, nous ne sommes pas ici pour philosopher, raisonner sur des hypothèses et résumer des utopies. Nous sommes en 1884 les administrateurs d'une ville de trente mille âmes, y compris une garnison importante, et force nous est bien de compter avec les nécessités de l'heure. A ce point de vue, la maison de tolérance est utile. Je vais plus loin, je dis qu'elle est nécessaire et qu'elle constitue en l'état le progrès réalisable, ou si vous le voulez, le mal minimum. Entre deux maux, il faut choisir le moindre, dit le proverbe. Or, si vous sortez de la maison de tolérance, vous tombez irrévocablement et fatalement dans la police des mœurs, c'est à dire dans l'arbitraire le plus dangereux, le plus inique, le plus monstrueux qui soit au monde, dans cet arbitraire contre lequel protestent avec raison nos collègues des grandes villes, le conseil municipal de Paris par exemple. » Le discours de Lombard était habile. Il visait à refaire contre les partisans de l'ordre moral l'unité du camp républicain, en conciliant le néo-réglementarisme du courant opportuniste et l'abolitionnisme du courant radical.

Au-delà des principes, la question sensible était celle de la géographie prostitutionnelle. Lombard se prononçait contre la création d'un nouveau quartier réservé. Dans la ville même, ce serait « désinfecter un quartier pour en infecter un autre ». Dans les faubourgs, « ce serait un retour pur et simple aux

12- D.M. du 28 mars 1884, ACV 1D 21.

erements du Moyen Âge ; ce serait la reconstitution de ces léproseries où on parquait les malades. » De plus la surveillance de la police y serait difficile. « Mon avis est que c'est assez du lupanar sans y ajouter le coupe-gorge ». Pour l'auteur du rapport, la solution était de laisser les bordels se disperser dans la ville, pourvu qu'ils fussent « à une certaine distance de toute agglomération d'enfants ou de jeunes filles, dans une impasse écartée, au fond d'une cour, ou bien encore dans une rue transversale, peu fréquentée, mal bâtie, mal aménagée ». Pour finir, il devançait habilement les oppositions d'intérêt : « Quel que soit le lieu où vous autoriserez l'établissement d'une maison de tolérance, il y aura toujours des intérêts lésés ; l'essentiel, c'est qu'il y en ait le moins possible ; mais quant à chercher un endroit qui contenterait tout le monde, ce serait chercher l'impossible. »

De nouveau la discussion fut extrêmement animée. La plupart des conseillers, chose assez rare, y participèrent. Les intransigeants étaient emmenés par le conseiller Poncet qui donna lecture à l'appui de son opinion d'un manifeste de la comtesse de Gasparin¹³. On finit quand même par se compter. Le rapport de maître Lombard fut approuvé par sept voix contre quatre et deux abstentions. Mais quand on en vint aux décisions d'application, le rapport de forces s'inversa brutalement. Les demandes de Marie Rochex et de la veuve Debayle furent rejetées. Puis le débat se cristallisa sur la demande du couple Mollard.



Fig. 8 - L'ancienne rue des Peaux-Belles, devenue rue du Quatre-Septembre.

Le conseiller Bouvier-Latour produisit deux pétitions contre l'installation d'une maison de tolérance dans la rue des Peaux-Belles (fig. 8). Celle-ci fut finalement refusée par cinq voix contre quatre, et quatre abstentions. Le maire Edouard Girerd s'était abstenu, ainsi que le deuxième adjoint Bouvagnet, tandis que le premier adjoint Dumas votait contre. On était en pleine confusion. Quand s'acheva la mandature du conseil, il n'y avait plus de maison close à Vienne.

Au printemps 1884, le nouveau conseil municipal fut immédiatement confronté au problème. Il fallait statuer sur les demandes des tenancières qui n'avaient pas renoncé à exercer

13 - Femme de lettres, veuve d'une grande figure du protestantisme libéral, qui avait publié de nombreux livres de morale et qui était, semble-t-il, en rapport avec les milieux radicaux viennois.

leur commerce : celle de Marie Rochex pour la rue Milleret, puis pour la rue Pipet, de Fanny Morel pour la rue du Cirque, des Mollard pour la rue Fuissin, puis de nouveau pour la rue des Peaux-Belles. La discussion fut houleuse. Un conseiller manifesta son regret de la paix qui régnait avant les projets d'urbanisme. Un autre mit le doigt sur les contradictions d'un conseil municipal qui avait reconnu l'utilité publique des maisons de tolérance au moment où il les fermait les unes après les autres. Un autre encore proposa que le quartier Saint-André-le-Haut devînt celui de la prostitution à la place du quartier Fuissin. Ce à quoi s'opposa avec énergie l'adjoint François Bouvagnet qui était, ce n'est peut-être pas sans rapport, propriétaire-rentier dans la rue Mermet. Il est vrai que le caractère fallacieux ou contradictoire des arguments employés pour refuser les autorisations sème le doute sur les véritables motivations des élus. Ainsi l'autorisation était-elle refusée à Marie Rochex de s'établir rue Pipet au prétexte « qu'il y aurait une sorte de profanation à permettre que le voisinage du cimetière devienne un lieu de débauche ; l'endroit du reste est mal choisi, mal éclairé, peu accessible aux visites de la police ; enfin il est proche du Bon Pasteur, où tant de jeunes filles déshéritées trouvent un asile contre la misère »¹⁴.

Après l'adjoint Bouvagnet, qui avait réussi à empêcher Marie Rochex d'ouvrir sa maison dans le quartier Pipet, deux autres conseillers s'opposèrent à son installation dans le quartier qu'ils habitaient. La maison qu'elle avait trouvée était sur une voie privée, le petit chemin de Vimaine, qui allait du Rhône à la rue du même nom. Les deux conseillers qui habitaient rue Vimaine, François Eymin, ouvrier tourneur, et Jean-Baptiste Prévost, employé de commerce, étaient-ils à l'origine de la pétition de vingt-huit habitants qui s'éleva contre cette présence prostitutionnelle ou étaient-ils à la remorque de leurs électeurs ? Toujours est-il qu'ils firent assaut d'arguments lors de la discussion municipale : le chemin n'était pas éclairé ; il était isolé, donc dangereux ; le quartier neuf qui se développait entre les deux casernes était « tout aussi sympathique qu'un autre »¹⁵. Mais cette fois-ci, le vote fut favorable à la tenancière, qui fut autorisée à ouvrir son établissement par 12 voix contre 7, et un bulletin blanc.

3. L'autorité de Camille Jouffray

Car depuis les élections du printemps, le camp modéré avait été renforcé par l'arrivée d'un nouveau venu qui semblait très écouté : il s'agit de Camille Jouffray qui, à peine rentré du Canada, avait été élu au conseil municipal. Dès la première réunion de la nouvelle équipe, il plaida pour une attitude pragmatique. Il semble avoir habilement manœuvré en proposant de faire examiner les demandes de tolérance par une commission municipale. Son pouvoir de persuasion dut y faire merveille puisque la commission, dont il était le rapporteur, se prononça

14 - D.M. du 30 juillet 1884, ACV 1D 21.

15 - D.M. du 5 septembre 1884, ACV 1 D 22. Il s'agit peut-être de la rue Guerrier, derrière l'Espace Saint-Germain.

pour l'ouverture d'un bordel dans la rue des Peaux-Belles par quatre voix contre une, et trois abstentions. Il restait à faire entériner cette autorisation par le conseil municipal. La façon dont Camille Jouffray s'employa à y rallier une majorité est celle d'une éloquence politique et d'une hauteur de vue, dont nous avons perdu l'habitude dans l'enceinte de nos assemblées délibérantes. « Vous voyez mal notre espèce, dit le nouveau conseiller municipal en s'adressant aux intransigeants du conseil, parce que vous la voyez de trop haut. La tradition religieuse, qui veut que le souffle de Dieu se soit reposé sur elle, a laissé une marque si profonde que l'esprit du libre penseur lui-même en porte encore la trace. Il se peut que l'homme touche à l'azur, en tout cas il tient à la fange. Ce n'est pas le lion qui est le roi des animaux, c'est lui. Il est l'anneau supérieur de la grande chaîne des êtres organisés et quoique anobli par l'étude, par la notion trop vacillante de la grande loi morale, il conserve les inconvénients inhérents à l'animalité. La chair le maîtrise, de dévorantes passions le dominant et un philosophe sceptique a pu dire avec raison : ce qui distingue l'homme de l'animal, c'est que le premier boit quand il n'a pas soif et fait l'amour en tout temps. (...) Ainsi rien ne prévaut contre la nature pas plus que contre le courant du fleuve débordant. La chair a ses lois comme toute matière (...), le devoir de l'administrateur est d'en tenir compte. Tant que l'état social actuel subsistera, tant que des hommes jeunes et vigoureux seront empêchés de contracter mariage, tant que des maris ne trouveront pas auprès de leur femme les satisfactions rêvées, la prostitution fera son œuvre dissolvante. »¹⁶

Le discours de Camille Jouffray atteignit son but : son rapport fut approuvé par quinze voix contre sept et une abstention. Cette majorité confortable paraissait annoncer un apaisement du conflit et une stabilisation du système réglementariste. Il n'en fut rien. Les opposants n'avaient pas désarmé et durant quinze ans le conseil municipal viennois allait être sans cesse confronté à la question des maisons closes. Fruit de l'embourgeoisement relatif de la société viennoise à la fin du siècle, une vague d'intolérance à la visibilité prostitutionnelle imposait à la politique municipale une allure passablement chaotique.

Tandis que la maison de tolérance de la rue des Peaux-Belles semblait prospérer sans entraves, celle du chemin de Vimaine connaissait des difficultés avec son environnement. Emmenés par le conseiller Eymin, les habitants du quartier de la Pyramide se plaignirent de nouveau en 1885 qu'il leur était impossible de fermer l'œil du samedi au lundi, chants, cris et rixes se succédant tout au long de la nuit. Découragée, Marie Rochex demanda à transférer son établissement dans la rue des Célestes, ce qui lui fut refusé en raison de l'installation prochaine d'une école entre cette rue et la nouvelle rue Victor-Hugo¹⁷. La tenancière proposa alors de transporter sa « tolérance » dans la rue Druge. Je n'ai pas trouvé la réponse municipale à sa requête. Mais la maison close de Vimaine,

16 - D.M. du 23 mai 1884, ACV 1D 21.

17 - D.M. du 29 septembre 1885, ACV 1D 22.

reprise par une nouvelle « maquerelle », la dame Huguenin, semble avoir été fermée définitivement en 1887 ou 1888.

4. L'affaire de la rue des Peaux-Belles



Fig. 9 - La maison close de la rue des Peaux-Belles où les "poutrones" (poupées) de chair et d'os succédèrent aux "poutrones" (marionnettes) de bois de Laurent Mourguet et de son successeur Michallet.

merçant qui « a juré sa perte depuis qu'elle a cessé de se servir chez lui pour aller chez Gontard, son confrère d'en face, parce que Lebeau ne tient plus que des articles démodés vendus fort cher »¹⁹. Les griefs avancés par le marchand de nouveautés étaient classiques : obscénité et tapage nocturne. « Dernièrement, écrit-il, une nuit, environ quatre-vingt hussards de la garnison prenaient cette maison d'assaut et, avec leurs sabres, soulevaient les pavés de la rue pour les lancer contre les habitations. Le colonel a interdit l'entrée de cette maison à sa troupe »²⁰. Une autre pétition contre la maison close de Marie Mollard provenait du Cercle du Jeu de Paume (soixante-dix-sept signataires).

Pour faire face à cette campagne hostile, la tenancière mobilisa ses créanciers, seize fournisseurs dont la liste témoigne des besoins considérables d'une maison close : l'entretien du bâtiment (plâtrier, menuisier, serrurier, gazier,

18 - En septembre 1885. En réalité, Marie Seigne (ou Feigne, ou Peigne ?) et Joseph Mollard n'étaient pas mariés. Sur son acte de décès, Joseph Mollard, « journalier » de 55 ans, est qualifié de célibataire. Ce genre de profession indéterminée est souvent allégué par les souteneurs.

19 - Lettre de la veuve Mollard au maire de Vienne, 21 mai 1890, ACV 1 I 11-2.

20 - Pétition du 16 mars 1889, ACV 1 I 11-2.

poëlier, horloger, tapissier), l'alimentation des filles (2 boulangers, 1 pâtissier, 2 épiciers, 1 boucher, 1 charcutier, 1 tripier), leur garde-robe (3 marchands de mercerie et de nouveautés, 1 teinturier). A quoi s'ajoutait naturellement la consommation par la clientèle de boissons, fournies par le brasseur Windeck et deux limonadiers, dont le conseiller municipal Pichon²¹. Toutefois ce lobby commercial fut impuissant à enrayer la pression moralisante de l'opinion publique à laquelle céda finalement la municipalité viennoise : le 26 octobre 1889 la tolérance était retirée à la veuve Mollard, qui disposait de six mois pour s'installer ailleurs. La bien-pensance locale ira jusqu'à obtenir du conseil municipal qu'il efface de la mémoire viennoise le nom de la rue des Peaux-Belles, « source incessante d'allusions grivoises » selon les pétitionnaires, pour le changer en rue du 4-Septembre²². Cependant la suppression du bordel de la rue des Peaux-Belles posait un problème épineux à la municipalité de Camille Jouffray qui avait été élu maire en 1886. Le délai expiré, Marie Mollard n'avait pas trouvé de lieu pour installer ses filles de joie. La permission d'exploiter rue des Peaux-Belles lui fut définitivement retirée le 15 juin 1890. Il n'y avait plus de maison close à Vienne.

Mise au pied du mur, la veuve Mollard proposa d'ouvrir un lupanar sur la route d'Avignon (maison Brun), ou au 5 et 7 de la rue Cornemuse (maison Bourdin), provoquant aussitôt des pétitions hostiles. Dans le quartier Fuissin, quarante-huit habitants firent valoir que « des maisons luxueuses et considérables s'y sont construites et sont habitées aujourd'hui par des gens d'affaires et des rentiers qui ne pourraient certainement pas accepter un voisinage semblable. » Le plus étonnant, c'est que la demande pour la rue Cornemuse ait quand même été prise en considération après les déclarations tonitruantes des années précédentes sur la nécessité « d'assainir » le quartier. C'est qu'à cette date le grand projet d'aménagement urbain de 1878 avait déjà avorté. Le boulevard de la République une fois achevé jusqu'à la Grand'Rue en 1887, les travaux avaient été abandonnés. Mis à part quelques alignements dans la partie de la rue du Puits-Neuf (rue Voltaire) qui rejoint la rue Juiverie, les rues du quartier ont conservé le caractère traditionnel et populaire qu'elles avaient depuis l'Ancien Régime. Du coup la demande d'autorisation d'une maison de tolérance dans le quartier n'apparaissait plus aussi incongrue et le conseil municipal était plongé dans l'embarras. C'est ce dont témoigne la confusion des votes qui eurent lieu pendant l'été 1890. Le 19 juillet sept conseillers contre quatre votèrent pour l'autorisation, mais huit s'abstinrent, dont le maire Camille Jouffray et son premier adjoint Bouvagnet. On déclara que le résultat n'était pas concluant. On s'apprêtait à revoter, quand un grand nombre de conseillers en profita pour s'éclipser. Certains protestèrent et déclarèrent que le second vote, défavorable à la tenancière à une voix de majo-

21 - Pétition sans date (ADI 88 M 1).

22 - D.M. du 3 septembre 1892, ACV 1D 23. Le nom des Peaux-Belles était l'un des plus anciens de la voirie viennoise, puisque selon Renée Bony (*BSAV*, 75, 1980, 3) il est attesté dès 1317. Il désignait la rue des pelletiers, c'est à dire des artisans en fourrures, cuirs et peaux et n'avait évidemment aucun rapport avec la peau douce des filles de joie.

rité, était sans valeur. La veuve Mollard, qui suivait l'affaire de près, profita habilement de cet imbroglio pour demander un réexamen de la décision de fermer son établissement de la rue des Peaux-Belles. Elle proposa d'y aménager un salon spécial pour les militaires, afin d'éviter les rixes avec les civils, et de prendre les samedis, dimanches et lundis un employé supplémentaire chargé d'assurer l'ordre dans sa maison. Le vote du 16 août fut encore moins clair que les précédents : un seul conseiller vota contre, tandis que quatre votèrent pour le maintien du bordel dans la rue des Peaux-Belles. Mais il y avait cette fois onze abstentions²³ !

5. Une politique fluctuante

Cette valse-hésitation devait se prolonger durant toute la dernière décennie du siècle, contribuant peut-être aux difficultés qui amenèrent Camille Jouffray à démissionner de la mairie à l'aube du XX^e siècle. À l'automne 1890, la majorité municipale paraissait décidée à rouvrir les maisons closes du quartier Fuissin. Trois autorisations furent données coup



Fig. 10 - La rue de la Tour-Pointe, que la rénovation des années 1960 a transformée en impasse.

sur coup, sur proposition de l'adjoint Gaivalet : à la veuve Mollard pour la rue de la Tour-Pointe (fig. 10), où l'autorisation avait été refusée à Marie Rochex ; à un certain François Meunier pour une autre maison de la rue de la Tour-Pointe, celle-ci située à l'angle de la rue de Jérusalem ; enfin à une maquerelle lyonnaise, Marie Caroline Latruche, veuve de François Boyer, qui recevait la permission de s'installer au 5 et 7 de la rue Cornemuse, à l'endroit même qui avait été refusé à Marie Mollard quelques mois plus tôt ! On devine derrière ces volte-face à quel point les édiles viennois étaient soumis à des pressions contradictoires. Evidemment, ces autorisations déclenchèrent aussitôt un tollé dans le quartier. De nouveau, les pétitions se succédèrent. « Vous venez d'ouvrir, déclarent 35 pétitionnaires, une large et belle voie au cœur de la ville, vous avez assaini un quartier qui était infect, physiquement en y introduisant l'air et la lumière, moralement en rejetant loin de là les maisons mal famées qui le peuplaient. Peut-on admettre qu'aujourd'hui vous jetiez bas cette seconde partie de votre œuvre ? Ce quartier est le plus beau de la ville, c'est le quartier de l'avenir, vous devez encore

23 – D.M. du 19 juillet et du 16 août 1890, ACV 1D 23.

l'embellir en prolongeant son boulevard. Il n'y a donc pas place pour des maisons de cette nature »²⁴. Une autre pétition réunit deux cent trois signatures. Une troisième, signée de soixante-huit parents d'élèves et professeurs, fit valoir que les enfants qui se rendaient à l'Institution Robin ou aux écoles du boulevard de la République risquaient, en passant par la Grand'Rue ou par la Cour Saint-Pierre, de rencontrer « la lie de la population »²⁵.

Les opposants finirent par employer les grands moyens. Ils éditèrent une lettre ouverte au conseil municipal, qui fut probablement largement diffusée. Ce document²⁶ est particulièrement intéressant par son hypocrisie. Courageusement signé « OPINION PUBLIQUE », il utilise un argument compassionnel qui semble l'assimiler au discours abolitionniste. Faisant remarquer que les bordels du quartier Fuissin sont dépourvus de cour et de dégagement, puisqu'ils sont implantés dans une des parties les plus denses du tissu urbain, il fait mine de s'apitoyer sur le sort des prostituées : « Il est assez affreux pour ces malheureuses d'être tombées là, après avoir parcouru divers degrés de la misère, de la honte et de la pourriture sociale, sans qu'après cela elles se trouvent parquées d'une façon pire que ne sont les bêtes fauves, sans air ni lumière. Si vous avez pensé que ces êtres humains étaient encore utiles à notre pauvre société, vous leur devez, sinon de la sollicitude, un peu d'humanité ». En réalité, il ne s'agissait pas pour les auteurs de la lettre d'abolir les maisons closes. Le sentiment humanitaire qui les animait se bornait à les transférer dans le quartier de la Pyramide : « Ce sont les quartiers de la ville qui avaient fait des pétitions pour avoir les casernes, et par conséquent en ont eu les avantages et les plus-values, qui devraient, plutôt que d'autres, en supporter les inconvénients. »

Cependant la municipalité tint bon. Pendant cinq ans, il y eut trois maisons de tolérance à Vienne. Puis, tout à coup, en octobre 1896, à la suite d'une nouvelle pétition, celle de la rue Cornemuse fut supprimée. En mai 1898, ce fut le tour des deux maisons de la rue de la Tour-Peinte. Mais cette vague abolitionniste ne fut qu'un feu de paille. Un an plus tard, l'arrêté de suppression des bordels de la rue de la Tour-Peinte était rapporté. Le nouvel arrêté spécifiait que « l'on ne saurait supprimer totalement l'existence de maisons de tolérance sans que cette suppression provoque la création d'établissements interlopes échappant à tout contrôle et à toute visite sanitaire... » Pour justifier sa décision, le maire précisait que la rue de la Tour-Peinte n'était pas très passagère et que l'immeuble situé en face des deux établissements n'était pas occupé par des habitants, mais par des entrepôts et ateliers de charronnage²⁷. Comment expliquer ces retournements successifs ? Peut-être par la reprise des projets d'urbanisme, avec le

24 - Pétition du 9 octobre 1890 ACV 1 I 11-2.

25 - Pétition sans date, ACV 1 I 11-2.

26 - Tract imprimé, sans date, ACV 1 I 11-2.

27 - Arrêté municipal du 8 juin 1899, ACV 1 I 11-2.

percement d'une nouvelle rue bourgeoise, la rue Allmer, dans le quartier Fuissin (fig. 15). Peut-être aussi par les aléas électoraux : Camille Jouffray perdit son siège de député le 31 mai 1898 et à l'élection du maire le 11 décembre, son collègue Nicaise se présenta contre lui. Camille Jouffray fut réélu par dix-sept voix contre sept, mais il démissionna peu de temps après. Seule une étude approfondie du contexte politique apporterait des éléments d'explication aux palinodies de la municipalité en matière de prostitution.

III - L'apaisement (1900-1947)

Au début du XX^e siècle, le débat sur les maisons closes s'arrête brutalement. Une longue période d'accalmie succède aux affrontements qui avaient agité la municipalité durant deux décennies. Les maisons de tolérance ne se trouvent plus à l'ordre du jour des délibérations municipales. Les passions se sont éteintes brusquement, sans laisser de traces dans la documentation. Comment expliquer que la fièvre abolitionniste soit retombée aussi rapidement ? Sans doute en va-t-il de la prostitution comme de tous les sujets de société de la civilisation moderne. Les mouvements d'opinion cheminent souterrainement dans la conscience publique et n'émergent que par à-coups à la faveur d'un retournement de conjoncture. Après une période de crise qui obéit à sa propre dynamique, la situation atteint un point d'équilibre et l'opinion se réfugie alors dans une routine où elle semble retomber dans un profond sommeil.

1. Le quartier Fuissin

En l'occurrence le point d'équilibre semble être un compromis tacite entre



Fig. 11 - Les deux maisons closes de la rue de la Tour-Pointe, séparées par un couloir à ciel ouvert. Au fond, la rue Boson.

les courants opposés de l'opinion publique. Ce compromis se stabilise pour un demi-siècle à un nombre limité de trois maisons closes : les deux maisons de la rue de la Tour-Pointe et celle de la rue Molière, qui a remplacé, à une date indéterminée, celle de la rue Cornemuse. Le bordel de la rue Molière, qui existait déjà au début de la III^e République,

est de nouveau attesté à partir de 1924 et ce jusqu'à la fermeture de 1947. Il est signalé comme « maison mauresque de tolérance », ce qui correspond à une mode

de l'époque assez répandue : on est alors à l'apogée de l'empire colonial français et l'orientalisme, si présent dans l'imaginaire érotique littéraire et artistique, s'est popularisé sous forme de clichés empruntés à l'Afrique du Nord. Roger Dufroid se souvient de ce bordel du 19 rue Fuissin, qui correspond actuellement au numéro 11 de la rue Molière. Il se souvient également fort bien des maisons closes de la rue de la Tour-Pointe (fig. 11). Jeune garçon de course employé par la quincaillerie du boulevard de la République, il effectuait des livraisons le matin, hors des heures d'ouverture, dans la maison du numéro 5 (actuel n° 1). On était alors à la fin de la guerre et, en cette douloureuse époque de restrictions, il était frappé par le luxe de l'aménagement intérieur et par la quantité de marchandises qui y était livrée. Selon lui, le tenancier était honorablement connu à Vienne ; il s'occupait d'un club sportif et payait ses achats en sortant de sa poche d'impressionnantes liasses de billets de banque.

Curieusement, la continuation de l'aménagement urbain commencé dans les années 1880 ne semble pas avoir affecté la vie des maisons de tolérance. En effet, après une pause de quelques années, la municipalité poursuivit à pas comptés la transformation du quartier Fuissin. Renonçant à élargir et aligner la rue Molière et la rue Voltaire, les édiles viennois, profitant de la construction de l'école de la place de la République, choisirent en 1897 d'ouvrir une troisième voie nord-sud parallèle aux deux rues anciennes²⁸. Un premier tronçon fut ouvert en 1900 entre le boulevard de la République et la rue Juiverie. La ville lui donna le nom de l'archéologue Allmer, qui avait effectué les fouilles dans l'église Saint-Pierre sous le Second Empire²⁹. Le deuxième tronçon, qui prolongeait la voie nouvelle jusqu'au cours Brillier, fut achevé en 1913. Sur ces entrefaites, la guerre mit un nouveau coup d'arrêt aux opérations d'urbanisme. De nouveau le programme tracé en 1878 par Siméon Gouet resta en attente pendant près de vingt ans. Rappelons qu'il s'agissait de prolonger jusqu'au Rhône le boulevard de la République et de restructurer en conséquence toute la partie du quartier qui se trouvait à l'ouest de la Grand'Rue, devenue en 1897 rue de Bourgogne et rue Boson³⁰. Si l'aménagement de ce secteur avait été repoussé à des temps meilleurs, c'est qu'il était d'une extrême complexité. En réalité les difficultés de rénovation furent telles qu'elles n'ont jamais été résolues de manière satisfaisante et qu'aujourd'hui encore cet espace urbain, constitué de bric et de broc, est peu lisible pour le promeneur occasionnel.

2. L'aménagement du quartier Saint-Pierre

Pour comprendre la structure de ce quartier et son évolution passablement incohérente, il nous faut revenir brièvement à ses origines. L'ancienne abbaye de

28 - D.M. du 30 janvier 1897.

29 - D.M. du 25 novembre 1900. Allmer a exhumé du sous-sol de l'église 127 sarcophages. Sur ce personnage, voir l'article d'André Pelletier dans *BSAV* 96, 2001, 1.

30 - Médiathèque. de Vienne, Fonds patrimonial /fonds Roger Dufroid, MD 78 et 80.

Saint-Pierre avait été démantelée après la Révolution sans qu'aucun projet de voirie ne vînt mettre de l'ordre dans le labyrinthe de cours, de passages, de jardins et de bâtiments de tous ordres qui s'étaient surajoutés les uns aux autres tout au long des siècles. Au sud de l'ancien monastère, la verrerie à bouteilles de Melchior Esnard occupait, de la Grand'Rue au Rhône, la maison et le jardin abbatial, la salle du chapitre et le vieux cloître des religieux. L'église Saint-Pierre quant à elle connut un curieux destin : devenue en 1809 musée des antiquités romaines, elle perdit les collections en 1823 au profit de l'ancienne église Notre-Dame-de-la-Vie³¹ et fut reconvertie en ateliers. Antoine Jouffray, le grand-père de Camille, y transféra en 1836 son entreprise de constructions mécaniques à la suite de l'incendie de l'église Saint-Sévère où elle était installée depuis le début du siècle. Lorsqu'on décida sous le Second Empire de rendre Notre-Dame-de-la-Vie à son origine antique et de renvoyer le musée dans l'église Saint-Pierre, les frères Jouffray (le père et l'oncle de Camille) déménagèrent leurs ateliers dans l'ancienne église paroissiale Saint-Georges. Au nord des deux églises, l'ancien cimetière des moines, transformé en cloître sous l'Ancien Régime, était devenu une place publique, la « Cour Saint-Pierre », enclavée au milieu des hangars et des ateliers. Entre la Grand'Rue et la place Saint-Pierre, un vaste tènement connu sous le nom de « Maison de la Grande Remise » fut vendu en 1852 en plusieurs lots, formant autant d'entrepôts et de petits ateliers. Plus au nord enfin, le labyrinthe de ruelles et d'impasses qui s'étendait jusqu'à la place Saint-Maurice était selon toute probabilité peuplé de petits métiers. Seule l'ouverture de la rue Donna, en 1875, procura un peu d'air à ce secteur populaire et industriel.

Telle était la situation du quartier lorsque les deux bordels de la rue de la Tour-Peinte y furent autorisés en 1890. Certes la fonction du quartier avait commencé à se modifier. La même année, en 1872, le musée lapidaire avait ouvert ses portes dans l'église Saint-Pierre et l'Ecole Saint-Maurice (Institution Robin) s'était installée dans une partie désaffectée de la verrerie qui ferma définitivement en 1879. Ces changements, qui allaient dans le sens du programme de rénovation urbaine, ont pu justifier la levée de boucliers qui a dressé les bien-pensants contre les maisons closes de la rue de la Tour-Peinte. Mais le quartier Fuissin restait au tournant du siècle un quartier populaire où les maisons de tolérance voisinaient avec les hôtels meublés et les cabarets borgnes. Ainsi en 1909, dans la rue de la Tour-Peinte, tandis que les maisons closes occupaient le n° 5 et le n° 7 sous le nom « d'hôtels garnis », les propriétaires du n° 1 et du n° 2 louaient des chambres meublées³² et il est fort possible que certaines de ces chambres fussent occupées par des prostituées indépendantes. Quatre ans plus tard en effet, sur les quatre prostituées clandestines mises en carte pendant l'été 1913, trois exerçaient à deux pas des bordels officiels, dans des garnis de la rue Boson³³. Les souvenirs de Roger Berthet, qui datent du début des années 1930, le confirment. Celui-ci,

31 - Le temple d'Auguste et de Livie.

32 - *Annuaire de Vienne* 1909.

33 - ACV 3 D 8, Arrêtés municipaux, 1913-1924.

fil du boulanger de la rue Boson³⁴, portait le pain en rentrant de l'école aux deux maisons de tolérance de la rue de la Tour-Peinte. Mais il raconte également la vie prostitutionnelle du quartier qui ne se limitait pas aux trois maisons de tolérance recensées : il se souvient non seulement de la maison mauresque de la rue



Fig. 12 - La rue Milleret, où exerçaient nombre de prostituées "indépendantes". Au fond, la rue Boson.

rendait, chaque mercredi après-midi, au dispensaire de la Montée Saint-Marcel³⁵, quand le marché du samedi déversait sur le quartier son contingent de paysans en goguette, ou quand la fête des conscrits se terminait rituellement par la virée nocturne des jeunes gens dans les bordels et les maisons de passe du quartier.

Le tournant du siècle a donc marqué l'échec du projet abolitionniste qui avait agité les deux premières décennies de la III^e République. La première moitié du XX^e siècle semble conforter au contraire la fonction prostitutionnelle du quartier Fuissin. Les maisons closes semblent bien faire désormais partie du paysage urbain, sans que la population du quartier s'en offusque outre mesure. J'en veux pour preuve l'installation en 1928, à l'angle de la rue de la Tour-Painte et de la rue Boson, du cinéma-théâtre « Les Variétés », qui deviendra en 1956 « Le Rio ». On imagine les soirées du samedi où se croisent et se mêlent, aux abords de la salle, spectateurs en famille et clients des lupanars. Est-ce la conjonc-

34 - Actuel « Panetier viennois », en face du magasin de mode masculine « Lanza ».

35 - A l'emplacement actuel de la Caisse d'allocations familiales.

ture relativement permissive des « années folles » qui facilite alors cette coexistence pacifique de la prostitution et de la vie sociale ordinaire ? En tout cas on ne trouve pas trace du moindre scandale. Le sort de la dizaine de filles de noce enfermées dans les deux maisons de la rue de la Tour-Peinte, pudiquement appelées « serveuses » dans l'annuaire de 1938, est une autre affaire, dont il faudra reparler dans un autre article. Mais pour lors, du moins à la surface des choses, le climat semble apaisé.

Cependant le projet initial de 1879 n'était pas abandonné. Il reflleurissait périodiquement, associé à d'autres serpents de mer comme celui du transfert du théâtre municipal. Ainsi en 1901, alors que le prolongement de la rue Allmer jusqu'au cours Brillier n'était pas encore décidé, la ville confia à trois architectes lyonnais le soin de dresser un plan d'urbanisme pour toute la partie occidentale du quartier Fuissin. Ceux-ci rendirent un projet radical qui consistait à raser le quartier, de la rue Donna jusqu'au cours Brillier, sauf l'église Saint-Pierre et les deux tènements au bord du Rhône qui encadraient la rue Delorme. Le théâtre ouvrirait sur le cours Brillier, à l'emplacement actuel de l'immeuble Médicis, et l'hôtel des Postes occuperait le centre de la place Saint-Pierre³⁶. Le projet n'eut pas de suite, mais de nouveau, en 1921, un rapport de l'architecte de la ville préconisait de réaliser le prolongement du boulevard de la République jusqu'au Rhône, que le développement de l'automobile rendait nécessaire³⁷. Enfin, en 1931, le conseil municipal adopta un nouveau plan « d'assainissement et d'embellissement du quartier central » qui prévoyait de nouveau de prolonger le boulevard de la République, d'élargir toutes les voies du quartier et de construire un hôtel pour la chambre de commerce. L'argumentaire contraste par sa brièveté avec celui des années 1880. Si les « taudis infects » qui peuplent le quartier sont toujours évoqués pour justifier la rénovation urbaine, on n'y trouve pas un mot sur la prostitution qui est pourtant bien présente dans le secteur à rénover. L'argument sanitaire semble avoir oublié les maladies vénériennes, qui hantaient le discours politique un demi-siècle plus tôt, pour se focaliser sur « le plus grand fléau social, la tuberculose »³⁸. L'anxiété sociale fin de siècle qui avait alors passionné les débats municipaux s'était volatilisée comme par enchantement. Voilà qui laisse rêveur sur la profondeur des mouvements de l'opinion publique.

3. Le rôle de la chambre de commerce

En réalité, l'initiative du plan de 1931 ne revenait pas à la municipalité. C'est la chambre de commerce qui avait poussé les édiles viennois à réactualiser les projets du XIX^e siècle. Celle-ci était à l'étroit dans les locaux qu'elle occupait sur la place du Jeu-de-Paume³⁹. En 1929, elle décida donc de faire construire un

36 - Plans du 28 juin 1901, ACV 1 WP 267.

37 - Rapport de l'architecte-voyer, 2 mai 1921, ACV 1 WP 267.

38 - D.M. 26 sept. 1931, ACV 1D 35.

39 - Dans le bâtiment occupé actuellement par le musée du cloître Saint-André-le-Bas (*Le Nouvelliste*, 5 mars 1935)

siège où elle pourrait être à son aise et accueillir en outre divers organismes économiques comme le tribunal de commerce, le syndicat d'initiative des Amis de Vienne et la chambre syndicale patronale de l'industrie textile⁴⁰. Elle acheta donc un terrain sur le quai Jean-Jaurès, entre la rue du Bac et la place Saint-Pierre. Mais Robert Tremeau et François Vaganay, les dirigeants de la chambre de commerce, voyaient grand. On était alors à l'apogée de la décennie de prospérité économique qui avait suivi la Grande Guerre. La façade monumentale sur le Rhône devait marquer dans l'horizon urbain l'empreinte de l'âge industriel, comme la cathédrale et les clochers de Saint-Pierre et Saint-André-le-Bas rappelaient la majesté de l'âge religieux. D'ailleurs le projet architectural qui fut retenu par le jury en 1934, avec son podium, son abside, ses colonnes de béton, rattachait clairement l'ambition du capitalisme viennois, par delà les splendeurs médiévales, à la pompe de l'empire romain. La chambre de commerce entendait ainsi inscrire dans le paysage urbain la continuité d'une grandeur viennoise où les capitaines d'industrie se voulaient les héritiers des aristocraties sénatoriales et féodales. Mais à cette continuité dans le temps devait nécessairement correspondre une continuité dans l'espace. Ce monument de la réussite économique viennoise ne pouvait rester une œuvre isolée dans un environnement archaïque. S'il était un symbole de la modernité, l'hôtel de la chambre de commerce devait être un élément de ce nouveau centre-ville, regroupant tous les bâtiments publics dans le quartier Fuissin, dont on rêvait depuis les débuts de la III^e République. En décidant de construire le nouveau bâtiment, la chambre de commerce mettait implicitement la municipalité en demeure d'achever son programme de rénovation du quartier Fuissin jusqu'au fleuve.

Mais la municipalité Datty se fit tirer l'oreille. Les dépenses s'avéraient considérables pour une ville ouvrière où le chômage consécutif à la grande crise de 1929 se profilait à l'horizon des années trente. Pour dégager l'environnement de la chambre de commerce, il fallait d'un côté prolonger la rue Donna jusqu'à la place Saint-Pierre et de l'autre ouvrir cette dernière sur le quai Jean-Jaurès. À terme, il faudrait relier la place Saint-Pierre au boulevard de la République en éventrant le tènement de la « Grande Remise ». Aux frais d'expropriation et de voirie allaient s'ajouter d'énormes travaux de nivellement. En effet les rues du quartier descendaient jadis en pente douce vers le Rhône et se trouvaient en contrebas du quai construit en 1840⁴¹. La chambre de commerce voulant élever son hôtel sur le quai, il fallait raccorder la voirie du quartier à son niveau. La Ville exigea donc de l'institution patronale qu'elle prît à sa charge une partie des frais d'expropriation. Après une négociation très tendue, on finit par tomber d'accord en janvier 1931. Mais le changement de maire retarda encore les choses, si bien

40 - Tout ce qui suit est tiré du dossier « Chambre de commerce », Archives de la Société des Amis de Vienne.

41 - La dénivellation est encore bien visible sur le côté nord de la chambre de commerce, où la rue du Rhône (ancienne rue du Bac) descend jusqu'à la voûte de soutènement du quai Jean-Jaurès. C'est à cet endroit que se trouvait la traille qui permettait de traverser le Rhône avant la construction du pont suspendu (d'où le nom de rue du Bac...à traïlle). En 1929 se trouvait là un escalier qui permettait aux habitants de la rue du Bac de monter sur le quai. On trouvait la même voûte et le même escalier en face de l'église Saint-Pierre jusqu'à l'ouverture de la rue Delorme en 1876.



Fig. 13 - Projet de la chambre de commerce par les architectes Bonnot et Benoît (archives de la Société des Amis de Vienne).

que la convention entre la Ville et la chambre de commerce ne fut signée que le 11 février 1932. Puis les procédures traînèrent en longueur. La crise économique frappait la ville de plein fouet et la municipalité ne mettait aucun zèle à acheter les maisons à démolir ou à exproprier les propriétaires récalcitrants. La chambre de commerce elle-même dut en rabattre sur l'ampleur de son projet architectural adopté en 1934. Celui-ci fut enfin réalisé de 1936 à 1938, au fur et à mesure qu'on commençait à dégager l'espace autour du nouveau bâtiment. Son inauguration par le président de la République Albert Lebrun le 30 juillet 1938, en même temps que le théâtre antique et le nouvel hôpital, semblait annoncer l'achèvement de la rénovation du quartier Fuissin (fig. 13).



Fig. 14 - L'ancienne rue du Bac, devenue rue du Rhône. Au fond, la chambre de commerce.

Il n'en fut rien. La guerre interrompit les travaux. L'hôtel flambant neuf de la chambre de commerce allait pendant plusieurs années trôner seul au milieu d'un immense chantier. Le mouvement d'expropriation reprit lentement dans les derniers mois de 1940 et dura pendant

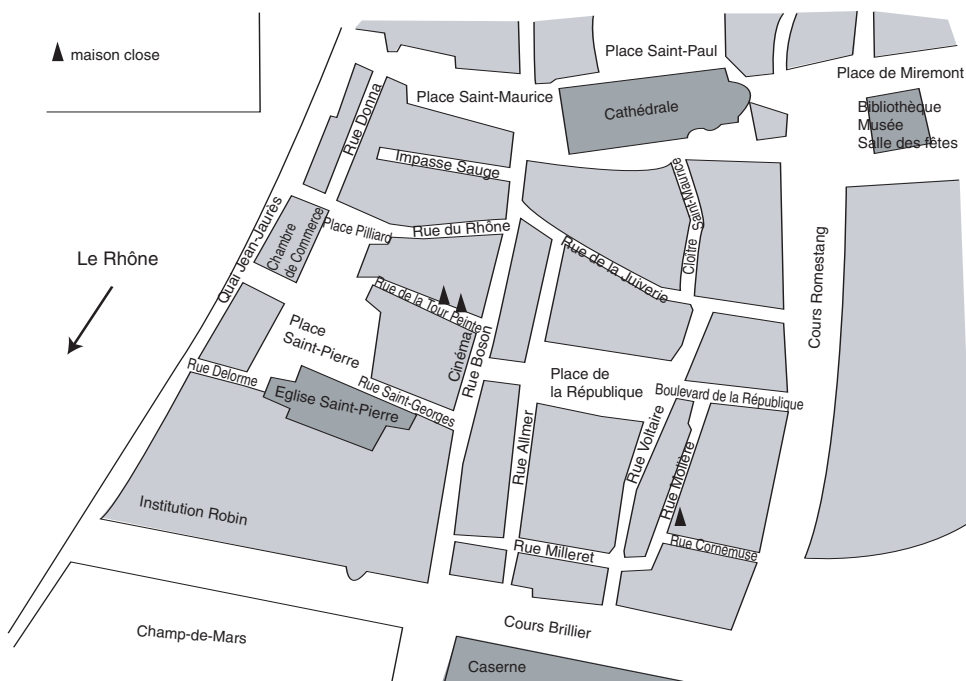


Fig. 15 - Le quartier Fuissin au milieu du XX^e siècle.

toute la guerre. C'est alors que le grand îlot de vieilles masures entre la place Saint-Pierre et la place Pilliard disparut sous la pioche des démolisseurs. A la Libération, la place Saint-Pierre s'était considérablement agrandie vers le nord, englobant la place Pilliard et la rue de Jérusalem⁴². La rue du Bac avait été renommée rue du Rhône (fig. 14). Cependant le programme original de 1879 n'était pas encore achevé. Le boulevard de la République, qui devait être le grand axe transversal du nouveau quartier Fuissin, n'était toujours pas prolongé jusqu'au Rhône. Entre la rue Bosson et la place Saint-Pierre, l'ancien îlot de la « Grande Remise » continuait d'être un lieu d'intense vie populaire, avec son cinéma et ses ateliers, comme celui du mécanicien Célette, qui n'avait pas encore fait la fortune que l'on sait (fig. 15). Il faudra attendre les années soixante pour que disparaisse ce dernier témoin de la vie traditionnelle du peuple viennois dans le centre-ville⁴³.

La dernière étape de la rénovation urbaine commencée près d'un siècle plus tôt apparaît comme un bâclage. Les bâtiments de la « Grande Remise » furent acquis par la ville à partir de 1962 et rasés en 1965, ce qui fit du même coup disparaître la rue Saint-Georges. Dans l'espace libéré furent construits en 1966 et

42 - La place du Bac avait reçu en 1907 le nom du peintre viennois Pilliard, qui y était né. Sa maison natale fut rasée en même temps que son nom disparaissait de la voirie viennoise. Lorsqu'en 1858 la rue de Jérusalem, ainsi nommée à cause d'une maison des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem était devenue la rue du Bac, le nom de Jérusalem était passé à la petite rue Farguetta, qui reliait la rue du Bac à la rue de la Tour-Pointe.

43 - François Renaud, « Vingt ans d'activité archéologique à Vienne, 1960-1980 », *BSAV*, 76, 1981, 4.

1967 un grand immeuble d'habitation et le siège de la Sécurité Sociale. Les deux bâtiments forment un angle droit qui ferme la rue de la Tour-Peinte et la transforme en impasse. Le reste est entièrement livré au stationnement des voitures. Au regard des grands projets d'inspiration haussmannienne du siècle précédent, le résultat final donne l'impression d'une démission urbanistique. Si la première partie de la rénovation urbaine, celle qui est partie du cours Romestang au XIX^e siècle, a plus ou moins préservé l'image d'un tissu urbain cohérent, la seconde partie, celle qui aboutit au fleuve, semble avoir été réalisée dans une parfaite indifférence à la qualité du paysage urbain. A l'anarchie du bâti populaire traditionnel a succédé l'anarchie automobile. Le tissu urbain détruit n'a pas été reconstitué. Contrairement à l'esprit qui avait animé leurs prédécesseurs de la fin du XIX^e siècle, aucune pensée de la vie urbaine, aucune ambition sociale ou culturelle ne semble avoir animé les aménageurs des « trente glorieuses ». Ils se sont laissé entraîner par l'initiative privée et par le mouvement spontané de la civilisation de l'automobile sans jamais chercher à lui imprimer une marque politique.

4. La fin des maisons closes

Lorsque s'acheva ainsi la rénovation du quartier Fuissin, les maisons closes avaient disparu depuis vingt ans. Aucune raison locale à cela. L'abolition vint d'en haut, à la faveur d'une conjoncture particulière, celle d'une épuration morale qui dépassait la simple question du collaborationnisme. Alors que rien, dans la première moitié du XX^e siècle, ne laissait entrevoir la moindre revendication abolitionniste, du moins à Vienne, la loi Marthe Richard retentit comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. En janvier 1946, alors que la loi sur la fermeture des maisons de tolérance était en discussion, les Renseignements généraux furent chargés d'enquêter sur l'état d'esprit de la population viennoise. Selon eux, la majorité de la population était opposée à la fermeture des maisons closes. Celles-ci étaient considérées comme indispensables dans une ville de garnison. Privés de cette ressource, les militaires et « les maniaques » ne manqueraient pas de débaucher les femmes dans les cafés. La suppression de la prostitution officielle multiplierait les maisons de rendez-vous et favoriserait le proxénétisme. Les inspecteurs viennois enquêtèrent également auprès du corps médical qui se montra lui aussi hostile à une abolition, qui risquait de nuire au contrôle de la propagation vénérienne⁴⁴. On ne dispose pas malheureusement sur le XX^e siècle d'une étude historique équivalente à celle d'Alain Corbin sur le XIX^e. Mais il ne semble pas que la question des maisons closes ait donné lieu à un grand débat public comme cela avait été le cas à la fin du XIX^e siècle.

C'en était fini en tout cas du « quartier chaud » viennois. Le 30 septembre 1946, en application de la loi du 13 avril, les deux maisons de la rue de la Tour-Peinte et celle de la rue Molière fermèrent leurs portes définitivement. Il avait

44 - Note des Renseignements généraux de Vienne, janvier 1946, ADI, 88M.

fallu près de trois-quarts de siècle pour « assainir » le quartier Fuissin. C'était au prix d'une destruction totale du tissu urbain, au moins dans sa partie occidentale, qui a rendu le quartier méconnaissable. Il n'est plus possible aujourd'hui de comprendre, par la simple promenade, ce qu'a été l'histoire de l'espace compris entre la cathédrale et l'église Saint-Pierre. Avec la transformation du quartier, ce n'est pas seulement la prostitution qui a disparu du paysage urbain. C'est aussi tout un monde populaire auquel elle était liée. Le monde d'une promiscuité sociale qui voyait se mêler, en toute saison et à toute heure de la journée, le travail interminable, les conflits de voisinage et les conflits sociaux, la puanteur et la déchéance alcoolique, mais aussi l'insouciance, les joies simples et le rire, le franc-parler de la rue et les secrets d'alcôve, les plaisirs illicites et les bonheurs familiaux. Ce monde que nous avons perdu, nul ne peut dire qu'il était meilleur ni pire que le monde d'aujourd'hui. C'est le rôle de l'histoire en tout cas de le sortir de l'oubli. A toutes fins utiles.

Remerciements

Je remercie tout particulièrement Roger Dufroid pour son aide toujours précieuse. Sans lui je n'aurais pu localiser avec certitude les immeubles actuels qui ont jadis abrité les maisons closes. Je remercie également Martine Gaide qui est l'auteur des clichés des dits immeubles, et Roger Berthet qui m'a aimablement accueilli pour un long entretien et qui m'a autorisé à faire part de ses souvenirs d'enfance.

Roger Dufroid

La verrerie du Champ-de-Mars et la porte d'Avignon*

Lors de la vente du patrimoine immobilier de l'ancienne abbaye Saint-Pierre¹, devenue à la Révolution bien national, la maison et le jardin de l'abbé, la salle capitulaire et le cloître (moins la galerie qui longeait l'église) furent acquis par Melchior Esnard qui y établit en 1792 une fabrique de bouteilles en verre noir. La verrerie passa ensuite entre les mains de Jean-Baptiste Rogniat², puis de ses héritiers et enfin entre celles de Marc Johannot³ qui, le 25 juillet 1853, en fit apport à la Compagnie générale des verreries de la Loire et du Rhône, dont le siège était à Rive-de-Gier.

L'entrée principale de la verrerie était située au n°1 de la Grand' Rue (= rue Boson) tout près de la porte d'Avignon. Là un portail donnait accès à une vaste

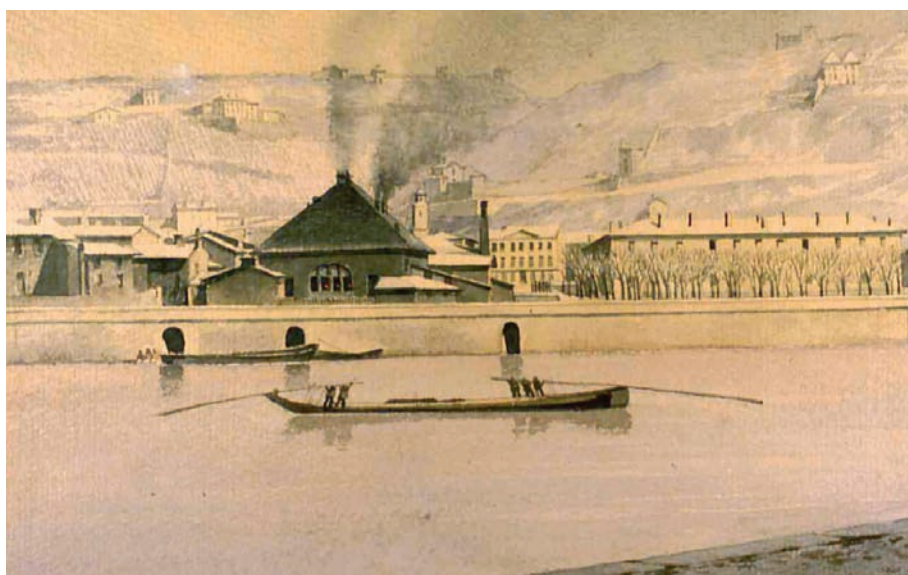


Fig. 1 : *La verrerie de la porte d'Avignon sous la neige* ; aquarelle de Camille Sain (détail), vers 1850-1860 [ancienne collection privée – photo R. Lauxerois]. On distingue à l'arrière-plan le clocheton à l'horloge.

* Ce texte est extrait de l'ouvrage (non publié) de Roger Dufroid, *Mélanges d'histoire viennoise*, 1995.

1 – Les armoiries de l'abbaye et du chapitre noble de Saint-Pierre se voyaient autrefois au-dessus du portail d'entrée de cette abbaye, rue Boson, près de la porte d'Avignon. Aujourd'hui la pierre sur laquelle elles avaient été sculptées se trouve encore encastrée dans le mur de la maison au n° 50 de la rue Boson, au débouché de la rue Milleret.

2 – Jean-Baptiste-Nestor Rogniat, d'abord notaire à Saint-Priest, s'établit en 1781 à Chanas (à 25 km au sud de Vienne). Il fut élu député de l'Isère à l'Assemblée législative de 1791. Décédé en 1825.

3 – Pauline, fille de Marc Johannot, avait épousé Charles-Abel Pioct, décédé directeur des Verreries de Givors.

cour autour de laquelle se trouvaient : au sud, les logements des ouvriers⁴, au nord, des entrepôts, et à l'ouest, près du Rhône, construit dans l'ancien jardin de l'abbé, le bâtiment qui abritait les fours (fig. 1). La verrerie cessa son activité en janvier 1879. Ses biens immobiliers qui consistaient alors en un vaste bâtiment situé entre l'église Saint-Pierre au nord, le ruisseau Saint-Gervais (= actuellement la partie ouest du cours Brillier) au sud, la Grand' Rue à l'est et le quai Neuf (= quai Jean-Jaurès) à l'ouest, furent vendus.

Parmi les immeubles vendus se trouvait l'ancienne maison abbatiale marquée par sa tour d'escalier du XVII^e siècle s'élevant jusqu'au-dessus du toit (fig. 2 et 4). Au sommet de cette tour, dans le clocheton construit pour cet usage, un des propriétaires de la verrerie avait fait placer une horloge, spécialement affectée au service de cet établissement. Quelques décennies après la fermeture de la fabrique, le clocheton, devenu inutile, fut démoli. La tour d'escalier avec la maison qu'elle desservait le furent à leur tour en 1991. Autrefois, de la maison de l'abbé au rivage, il n'y avait que des jardins, derniers vestiges du Val des Jardins⁵ qui avant la construction des maisons dans le cours du Moyen Age, s'étendait de la Gère au ruisseau Bayet, sur la rive gauche du Rhône.



Fig. 2 : Les bords du Fuissin (ruisseau Saint-Gervais) au début du XIX^e siècle : à droite, les vestiges de la porte d'Avignon, à l'arrière-plan le clocheton à l'horloge ; dessin et gravure de Baugean [musées de Vienne].

4 – Dans l'ancienne maison abbatiale.

5 – « *Loco que vocatur vallis hortensis* », d'après N. Chorier, *Recherches sur les antiquités de Vienne*, 1659, édition de 1846, p. 81-82.

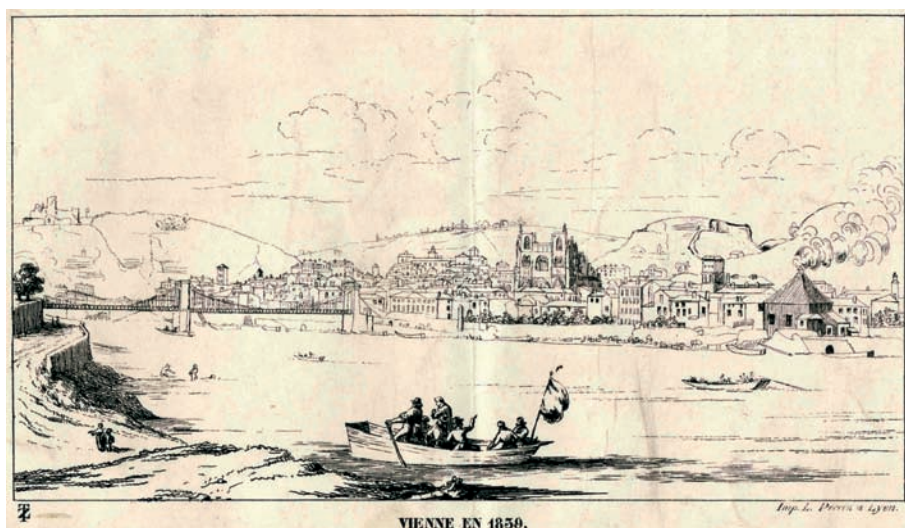


Fig. 3 : Vue de Vienne en 1839 ; dessin de Tony Zacharie [musées de Vienne].

Les dernières démolitions de la porte d'Avignon

Cette porte, à l'extrémité occidentale de la rue Boson, correspondait probablement à l'emplacement de celle de l'enceinte romaine, mais reprise à la fin du Moyen Age et sous François I^{er}. L'un des derniers vestiges en a été démoli en 1820 à la demande d'un propriétaire, Jean Treinet dont la maison était située derrière la porte, faisant face à la Grand' Rue et de l'autre côté à la promenade face aux casernes (= cours Brillier). Il s'agissait d'un "pilastre" en pierre de choin, d'époque Renaissance que l'entrepreneur Bonnevey remploya à la construction de maisons dans le quartier de Saint-André-le Haut. Le pilastre ouest n'a été démoli qu'en 1856 et les blocs de pierre furent transportés sur l'allée du Champ-de-Mars, faisant face au Rhône, pour être réutilisés au revêtement de la partie inférieure du quai encore inachevé...



Fig. 4 : La tour à escalier de l'ancienne maison de l'abbé de l'abbaye Saint-Pierre, après la démolition du clocheton [cliché Perriolat – collection R. Dufroid]

**FICHE DE COTISATION ANNUELLE
ET D'ABONNEMENT
AU BULLETIN DES "AMIS DE VIENNE"**

NOM :

Prénoms :

Adresse (pour l'envoi du bulletin par la Poste) :

.....

Code postal : **Ville :**

Adresse mail :

TARIFS POUR 2012

Adhésion annuelle (5 €) + abonnement (30 €)* = **35 €** ☐

*donnant droit à la livraison du bulletin trimestriel

Adhésion membre bienfaiteur à partir de **40 €** ☐

Adhésion annuelle individuelle (sans abonnement au bulletin) **5 €** ☐

Abonnement annuel au bulletin **30 €** ☐

A retourner, accompagnée du règlement par chèque bancaire ou postal (C.C.P. Lyon 185-71 J), à l'adresse du siège social : **"Amis de Vienne"**
5, rue de la Table-Ronde - 38200 Vienne.

ATTENTION !

**TOUTES LES COTISATIONS ET ABONNEMENT
COMMENCENT AU 1^{er} JANVIER**

Le règlement de la cotisation et de l'abonnement doit être effectué pendant le premier trimestre (sans omettre les sommes dues à titre antérieur).

*Faites un effort pour que ce bulletin continue à paraître.
Dès aujourd'hui, envoyez votre règlement.*

MERCI

À découper selon le pointillé